Grand Débat National : Au-delà du débat, les propositions des entreprises

Publié le 19 mars 2019

Dans le cadre du Grand Débat National et après 133 débats organisés par les Medef territoriaux sur tout le territoire et dans les Outre-Mer, le Medef a présenté ses propositions.

Les entrepreneurs du Medef sont convaincus de la nécessité de rétablir durablement le lien de confiance entre les citoyens et les pouvoirs publics. Ce lien ne pourra se reconstruire qu'en développant deux grandes ambitions :

- Réussir enfin la décentralisation. D'abord parce que les différents actes de décentralisation ne sont pas allés au bout, et la France reste encore un pays centralisé où le poids de l'Etat demeure très important. Ensuite parce que la décentralisation rime avec croissance.
- Baisser fortement les impôts sur les entreprises et sur les ménages. Parce qu'avec 48 % de prélèvements obligatoires, la France est au bord de la rupture. Le ras-le-bol fiscal est général et seul un choc fiscal peut créer un choc de confiance.

Par ailleurs, pour répondre à l'urgence, le Medef propose un plan de mesures immédiates et concrètes. Il est impératif de faire redémarrer l'ascenseur social, de booster le pouvoir d'achat, de recoller les morceaux d'une France fragmentée, de desserrer la pression sur le logement, de renforcer l'attractivité des territoires, de refaire du service public un vrai service au public, et d'accompagner la transition écologique. Dans cet objectif, le Medef propose notamment d'attribuer un « capital départ » afin de permettre aux jeunes d'entreprendre leur destin, de donner accès à tous les actifs à une formation digitale, de mettre en place un dispositif d'intéressement pour toutes les entreprises de 1 à 250 salariés avec une exonération d'impôt, de créer une prime mobilité « domicile-travail » pour les salariés habitant en zones peu denses, prise en charge par l'État, les régions et les employeurs, de mettre en place une prime de 1000 euros pour l'aide au déménagement des salariés modestes vivant à plus de 30 km de leur travail dont le financement serait à la charge d'Action Logement, de favoriser l'attractivité fiscale des territoires en supprimant la cotisation foncière des entreprises (CFE), avec une remise à plat globale de la fiscalité locale, de développer la notation citoyenne des services publics ou encore de favoriser le « produire en France » en réduisant l'empreinte carbone de nos importations.
Parce qu'ils contribuent pleinement à l'intérêt général, les entrepreneurs du Medef, qui vient de se doter d'une raison d'être : « Agir ensemble pour une croissance responsable », entendent, avec ces 43 mesures, apporter des réponses fortes et ciblées aux attentes légitimes des Français.

Vous trouverez ci-après l'ensemble des propositions du Medef ainsi que la présentation faite lors de la conférence de presse ce matin.